



Déclaration Liminaire CSAL du 4 avril 2023

Le Mans le 4 avril 2023

Monsieur le Président,

Difficile de ne pas commencer sans évoquer le rejet massif de la contre-réforme des retraites. Le peuple est dans la rue malgré les petits arrangements du gouvernement avec la réalité ...

Ce même gouvernement qui demande aux agents de vendre ses mesures en faveur du pouvoir d'achat lors de la prochaine campagne d'impôt sur le revenu ... Pourtant aucune de ces mesures ne figure à l'article 49.3 du CGI ...

Ce même gouvernement qui a demandé à Bercy de mettre en place GMBI sans phase de test ou de préparation sérieuse ...

Une fois de plus, ce sont les agents en première ligne qui vont encaisser le mécontentement des usagers qui ne comprennent pas ce qu'on leur demande ou qui ne peuvent pas décrire la situation réelle d'occupation car celle-ci n'est pas prévue dans GMBI.

Malgré toute notre expérience, nous n'avons jamais connu un tel niveau d'impréparation pour un applicatif, qui plus est ouvert au public.

La campagne d'impôt sur le revenu devient dorénavant une campagne mixte impôt sur le revenu et GMBI.

Pour répondre aux besoins des contribuables, vous mettez l'accent sur les canaux distants en raison « des nouvelles habitudes prises par les usagers ». Belle façon de retourner la réalité quand on sait que ces habitudes ont été imposées par la réduction des horaires d'ouverture au public et les fermetures de sites.

Encore cette année, ce sont les SIP qui vont venir en renfort du centre de contact. Ne manquerait-il donc pas des emplois et des agents au CDC ? Nous vous rappelons que c'est le centre de contact qui a été créé pour « décharger » les SIP et non l'inverse.

Il est vrai que pour Bercy les tâches des SIP ont été considérablement allégées avec la suppression de la TH (ne reste que des « comètes »). Pour compenser, la DG demande que le périmètre de l'accueil physique réalisé par les SIP soit élargi à celui couvert par les Espaces France Services.

A l'avenir, les usagers pourront donc payer leur impôt chez les buralistes et se déplacer dans les CDFP pour faire une carte d'identité ou un passeport.

Reste-t-il une logique de service public dans tout ça ?

GMBI ne devient-il pas la Gestion Minable du Bordel aux Impôts ?